

Mise à jour: 29/10/2011 04:00

Le bonheur de l'État

Michel Hébert



Hormis les habituels constats, il n'y avait pas grand-chose de nouveau dans la mise à jour de l'économie du Québec présentée mardi par le ministre des Finances, Raymond Bachand.

La seule chose qui m'a frappé, c'est qu'en 2010, près de la moitié des nouveaux emplois ont été créés dans le secteur public, soit 32 000. L'exemple navrant de la Grèce n'a apparemment pas incité à la prudence les élites de la social-bureaucratie québécoise. Le PIB des États-Unis a chuté de 216 milliards et nos exportations reculent un peu plus chaque année mais cela, de toute évidence, ne suffit pas à nous faire changer de cap.

Les Comptes publics 2010-2011, distribués en même temps que la mise à jour économique, regorgeaient, eux, de renseignements encore moins rassurants. On en a donc peu parlé...

Cela n'est guère surprenant. Les centaines de pages de renseignements financiers ont été livrées en bloc aux journalistes après une turbulente Période des questions et pendant que les chantiers de construction du Québec étaient soumis aux pressions des plus riches syndicats.

Plus de taxes, moins de déficit

Nous avons donc surtout retenu que le déficit était en baisse. Et la satisfaction télévisée du ministre devant ces chiffres : au lieu de 4,5 milliards, on a dépensé 3,2 milliards de plus que nos revenus. Ça veut surtout dire qu'on aura 1,3 milliard de moins à emprunter...

Mais la réduction du déficit n'est pas un miracle libéral. Elle est due au fait qu'on paie davantage. Au 31 mars dernier, l'ogre gouvernemental avait avalé 45,1 milliards de taxes et d'impôts, comparativement à 41,7 milliards l'année précédente.

La vie est donc relativement simple pour M. Bachand. Quand l'État a faim, il augmente la TVQ et quand ça va mal sur les marchés financiers et que l'économie caracole, il se sert de l'argent d'Ottawa au lieu de réduire les dépenses. Les 2,2 milliards destinés à l'harmonisation de la TPS et de la TVQ ont donc été jetés dans l'incinérateur budgétaire. « L'harmonisation fédérale, on la verse finalement à la réduction des déficits », a précisé le ministre avec un débonnaire détachement.

Pas de diète

Malgré le déficit chronique et les risques de récession mondiale, l'État québécois n'est toujours pas soumis à un « régime minceur ». Au contraire, les employés du gouvernement auront droit à un boni de 0,5 % assujetti à la croissance de l'économie.

M. Bachand appelle ça des « ajustements salariaux reliés au PIB ». On ajoutera donc 142 millions à la masse salariale de 2012. Et ainsi de suite jusqu'à la prochaine récession. « Pas une grosse somme, a-t-il dit, mais je trouve ça important, au niveau du principe, que ce soit là. » Comprendre donc que les « ajustements » seront un jour plus juteux.

Le ministre des Finances ne se doute apparemment pas à quel point cela risque d'indisposer les autres contribuables, ceux qui sont soumis à la pression de la concurrence, à la nécessité du rendement et de la performance, à l'insécurité financière et, parfois, à l'insomnie causée par l'appréhension d'une mise à pied. Ceux-là savent exactement le sens des mots « compressions budgétaires ». Mais M. Bachand n'est pas le

premier ni le dernier politicien à ne pas savoir ce que souhaite vraiment le « Québec d'en bas ».

La minceur : pour les autres

Quand il avait invoqué le « bonheur du peuple » dans la défense de la gestion déficitaire, il avait naturellement comblé les partisans de la ligne molle. L'équilibre budgétaire, avait-il fait comprendre, ne doit pas primer sur la qualité de la vie. Cela lui avait sans doute valu des applaudissements dans les cercles supérieurs du national-syndicalisme.

Forcées par la crise financière, presque toutes les sociétés occidentales ont dû revoir leur budget; le Québec n'a apparemment pas de tels soucis. Ici, même quand on gèle l'embauche, on accueille de nouveaux employés. Au ministère des Transports, en 2010, on a dépensé plus de 10 000 \$ pour un pareil événement.

« L'État est à un régime, je ne le qualifierais pas de régime minceur », a dit M. Bachand, tout à fait sincère, mardi. On vous croit sur parole, M. le ministre, la minceur s'impose plutôt au budget des autres.

Merde la conciliation!

Martine Ouellet aurait bien voulu être là pour accueillir les amis de sa fille Emmanuelle dont c'était le 12e anniversaire hier. La députée péquiste de Vachon a tenté de faire ajourner les travaux de la commission parlementaire portant sur l'exploitation des ressources naturelles. En vain. Le ministre Serge Simard avait donné son accord mais a dû se raviser sur ordre des capos du leader parlementaire, Jean-Marc Fournier. Mme Ouellet a eu beau plaider sa cause, M. Simard est resté inébranlable. « Je le regrette, vous savez », a-t-il dit, visiblement mal à l'aise.

Parlez-en en mal...

Vétéran des champs de bataille péquistes, Louis-Pascal Cyr est maintenant un des plus proches collaborateurs de Diane Lemieux, la Lionne de la Commission de la construction du Québec. Une sorte de « consiglieri » qui agace la cosa nostra de la construction. M. Cyr a été la cible d'une récente publicité dans les journaux. On voulait le faire mal paraître mais les syndicats ont obtenu l'effet contraire. Les entrepreneurs et les industriels savent maintenant à qui parler... « Mon téléphone n'arrête plus de sonner », dit le principal intéressé en rigolant.

Coup monté

Il n'y a pas vraiment de hasard en politique. Et si Jean-Marc Fournier a mal paru au récent congrès du PLQ, c'est parce que Jean Charest l'aurait voulu ainsi. On raconte que le « Boss » aurait appris que son ministre avait rêvé aux plus hautes fonctions. Il aurait donc été tenu à l'écart de la décision du PM de rehausser les pouvoirs de la commission Charbonneau. Question de lui faire perdre la face. « Il a été roulé dans la farine », s'est exclamée Sylvie Roy, l'étoile polaire de l'ADQ.

Perdre pour gagner...

Michel Després, le fossoyeur du zoo de Québec, est passé de l'ombre à la lumière en quittant la présidence de la Commission des normes du travail pour celle, plus prestigieuse, de la CSST. Défait aux élections de 2008, M. Després confirme la tradition libérale voulant que l'échec ouvre les plus beaux horizons. Pareil pour Brigitte Pelletier qui lui succède à la CNT. L'ex-chef de cabinet de Bernard Landry avait dû plier bagages après la défaite de 2003. Un naufragé politique, gratiné par la fonction publique, m'a confié récemment : « C'est souvent plus payant de perdre... »